

Lala AGAYEVA,
Doctorante en Sécurité Internationale et Défense,
CESICE, Université Pierre Mendès France

LA SOLIDARITE TRANSNATIONALE DANS L'EX-ESPACE SOVIETIQUE. CAS DE L'AZERBAIDJAN.

Depuis l'indépendance, l'Azerbaïdjan a eu beaucoup de difficultés à définir et à imposer son identité sur la scène internationale. Ces difficultés pourront être dépassées par une présence active des démocraties occidentales dans le développement du pays. Le partenariat entre l'Azerbaïdjan et les pays occidentaux est très important, même vital, pour cette jeune république caucasienne. Cela concerne surtout le développement de la démocratie. C'est dans ce domaine que la solidarité transnationale s'exprime le plus fortement.

En Azerbaïdjan, la solidarité prend une ampleur universelle. Cela s'explique par le fait que les organisations présentes sur le territoire national travaillent uniquement en réseau. Ainsi, avec l'aide des ONG internationales¹ mais aussi des ambassades, des organisations internationales, et des organismes financiers, la démocratisation se met en place dans le pays. Ce réseau de solidarité comprend un partage des domaines d'intervention, une coopération et une entraide permanentes. On ne peut, en effet, pas parler d'une seule organisation, d'un seul projet. En effet, la solidarité se transmet par des programmes d'aides ciblés, qui peuvent être des programmes des gouvernements partenaires (**IS**), ainsi que des projets des ambassades et l'action humanitaire (**IIS**).

I §. Les programmes d'aides multidirectionnelles dans le cadre de la coopération intergouvernementale.

En Azerbaïdjan, il existe essentiellement deux programmes d'aides multidirectionnelles. Il s'agit du programme USAID du gouvernement américain et du programme GTZ du gouvernement allemand.

A. United States Agency for International Development.

Le plus grand programme d'aide qui fonctionne sur le territoire azéri est le programme du gouvernement américain USAID (l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International). Les Américains s'investissent en Azerbaïdjan d'une façon multidimensionnelle. Ils interviennent aux niveaux politique, social, économique, sanitaire, éducatif, agricole, etc. L'amendement 907 votée par le Congrès américain a longtemps empêché d'offrir une aide directe au gouvernement azéri. C'est pour cette raison que le soutien des Etats-Unis passe par l'USAID.

Dans le cadre du programme, au sein duquel le développement démocratique a valeur d'objectif principal, l'USAID travaille essentiellement avec sept organisations volontaires² privées (Private Voluntary Organisations-PVO). Celles-ci apportent leurs connaissances et savoir-faire aux autorités gouvernementales d'un part et aux ONG locales d'autre part. Presque toutes se sont implantées à Bakou entre 1995-2002. Leur priorité est la consolidation de la société civile, de l'économie de marché et de la démocratie. Chaque PVO a un domaine d'activité propre contribuant à un objectif essentiel, à savoir : la promotion l'Etat de Droit en Azerbaïdjan. Essayons de voir comment ces organisations procèdent.

- Le NDI (National Democratic Institute), l'IRI (International Republican Institute) et l'IFES (International Foundation for Election Systems) organisent des formations pour les organisations non gouvernementales nationales, pour les autorités locales (les municipalités)

¹ Elles réussissent plus facilement à entrer en contact avec les organisations locales.

² Fond Soros- Open Society Azerbaijan, ne fait pas partie de ces sept organisations. Cependant, l'USAID passe souvent par ce Fond. La Société Ouverte Azerbaïdjan travaille prioritairement avec des ONG locales. La Société Ouverte demeure un organisme financier qui alloue des subventions aux ONG locales. Elle propose aussi des bourses aux étudiants faisant leurs études en l'Occident.

et organise, en quelque sorte, le pilotage des partis politiques azéris. On peut dire que quasiment toutes les élites politiques du pays ont suivies les séminaires et les trainings de ces trois ONG américaines. Ainsi, l'IRI travaille avec les cinq principaux partis du pays dont le parti dirigeant, YAP (le Parti du Nouvel Azerbaïdjan) et quatre partis d'opposition : Musavat (Egalité), AMIP (le Parti Indépendant de l'Azerbaïdjan Souverain), ADP (le Parti Démocratique d'Azerbaïdjan), AHCP (le Front Populaire de l'Azerbaïdjan). Elle essaie d'instaurer un dialogue³ entre les partis, de rendre leur fonctionnement et leur organisation plus consensuels.

De son côté, NDI effectue une formation des ONG locales en essayant de constituer les éléments indépendants qui pourront équilibrer dans la vie politique en Azerbaïdjan. Cela concerne surtout la question des élections. En conséquence, NDI a créé le Centre de Monitoring des Elections qui réunit actuellement quatorze organisations non gouvernementales locales. Son objectif principal est de participer en tant qu'observateur indépendant aux élections présidentielles du 15 octobre 2003⁴. Quant à l'IFES, elle aide en fournissant une aide technique à la Commission Centrale des élections⁵ et elle forme également des observateurs pour les élections nationales. L'IFES offre au Milli Mejlis une assistance à l'élaboration du code électoral. Cette ONG travaille majoritairement avec des régions et des autorités locales. Elle organise aussi l'éducation civile dans les neuf municipalités de Bakou et dans les cinq plus grandes villes d'Azerbaïdjan. En ce qui concerne des questions telles que le développement de la société civile et de la démocratie, l'IFES essaie de transmettre les valeurs démocratiques à travers son travail⁶. IFES est caractérisée par son impartialité : elle est toujours neutre ce que lui assure le respect de l'Etat et des organisations locales.

- Présentée dans les 23 pays du monde, l'ONG ABA CEELI (American Bar Association Central and East European Legal Initiative) fait une expertise à valeur consultatif des lois azerbaïdjanaises, elle apporte son assistance à la réforme judiciaire entamée par le gouvernement (en l'occurrence, il s'agit de l'indépendance de décision des juges de la Cour Constitutionnel, de la Cour Suprême d'Azerbaïdjan), pour l'augmentation du niveau de compétences des avocats au Barreau, apprend à la population vulnérable à défendre ses droits⁷. Elle défend ses intérêts devant les tribunaux. Le travail d'ABA CEELI est important car elle contribue à l'introduction de la primauté de la loi mais aussi car elle participe au développement de la démocratie dans le pays.

- Internews travaille avec les médias locaux afin d'améliorer leur niveau de qualification. L'objectif principal de cette ONG est la formation des médias principaux en Azerbaïdjan. La situation est compliquée par le fait qu'actuellement il n'existe pas, dans ce pays, de médias à totalement indépendants. La plupart des journaux, des chaînes télévisées et des radios demeurent sous contrôle du gouvernement. Par conséquent, un blocage psychologique s'établit chez les médias locaux, notamment ceux qui se trouvent à Bakou sont influencés dans leur travail et leur objectivité. C'est pour cette raison que l'Internews travaille dans la capitale afin de renverser la situation. Par ailleurs, elle encourage des médias régionaux étant plus éloignés du contrôle des autorités gouvernementales, et par conséquent plus libres dans leur action. On peut dire qu'en favorisant l'émergence d'une nouvelle génération de chaînes télévisées régionales⁸, Internews crée un îlot de la liberté, de l'indépendance. Actuellement Internews collabore avec neuf stations de télévision et de radio dans les régions d'Azerbaïdjan.

³ L'entretien avec Aybeniz Mammadova, Assistant du Programme à l'IRI. Bakou, le 21 mai 2003.

⁴ L'entretien avec Minaya Safarova, Responsable du Programme Civil à NDI et avec Anar Mammadli, Secrétaire du Centre de Monitoring des Elections du 7 mai 2003, Bakou.

⁵ La Commission est un organisme collégial et comprend 30% des partis politiques majoritaires au Parlement de l'Azerbaïdjan, 30% de députés sans parti, 40% des groupements politiques présentés dans le Parlement.

⁶ Comme l'a dit François Vezina, le Vice-Directeur du Programme d'IFES, « *Quant au développement de la démocratie, l'Azerbaïdjan ne peut pas avoir en 6 mois ce que les pays occidentaux ont eu grâce à une évolution de 200 ans* ». L'entretien du 6 mai 2003, Bakou.

⁷ L'entretien avec Paul Simonett, Représentant de l'ABA CEELI. Bakou, le 7 mai 2003.

⁸ L'entretien avec Namik Heydarov, Chargé du 'Département des Relations Publiques et de la Publicité' d'Internews. Bakou, le 1 mai 2003,

- Eurasia Foundation est une ONG financière de l'USAID. En effet, Eurasia Foundation distribue des subventions à toutes les organisations et personnes physiques qui présentent des projets intéressants ayant pour objectif le développement de la société civile en Azerbaïdjan. L'attribution des subventions est réalisée sur la base d'un concours. Au cours des années 2001-2003, Eurasia Foundation a remis environ de 4.460625 ¢ à des projets réalisés par les organisations non gouvernementales azerbaïdjanaises. Presque tous les projets qu'elle a financés sont considérés comme des « Success Stories »⁹.

- CRS (Catholic Relief Services) est la plus récente des PVO en Azerbaïdjan. Elle a remplacé ISAR-Azerbaïdjan et œuvre pour le soutien et le développement des organisations civiles dans le pays. CRS a élaboré le premier programme en Azerbaïdjan ayant le développement de la société civile comme objectif unique. Choissant seulement six ONG parmi cinquante existantes, CRS donne à celles-ci des subventions qui varient, selon le projet, de 417 ¢ à 16.667 ¢¹⁰. Chaque projet est consacré à un domaine d'activité précis : la santé, l'économie, l'agriculture, le droit, les médias. Les ONG choisies doivent créer leur propre chaîne d'organisations non gouvernementales qui, à leur tour, créent leurs propres réseaux. Ainsi, la société civile apparaît comme une étoile complexe des interactions des ONG.

De ce fait, à travers les organisations volontaires privées, l'USAID se diffuse sur le territoire azéri. Cependant le programme connaît aussi ses difficultés. En guise d'exemple, les organisations non gouvernementales nationales, qui reçoivent le soutien et l'aide de l'USAID, ne sont pas toujours en mesure de se mettre au niveau des PVO internationales même si elles travaillent intensivement avec des partenaires occidentaux. Les représentants du programme savent bien que l'activité des ONG locales dépend énormément des subventions. Malgré cela, comme le soulignait le responsable du programme USAID en Azerbaïdjan : « *En aucun cas l'assistance que le Congrès américain attribue à l'Azerbaïdjan peut ne être arrêtée juste pour le seul motif d'insatisfaction quant à la qualité du travail des organismes qui nous aidons financièrement ou techniquement. Tout au contraire, notre appui augmente chaque année. La démocratie doit se développer dans le pays* »¹¹. Avec la levée de la section 907 à titre transitoire pour l'année 2002, le montant de l'aide financière des Etats-Unis est passé de 49.107 143 ¢ en 2002-2003 à 53.571 429 ¢ pour l'année 2004. Outre, les subventions des sept PVO, 5.357 ¢ de ce montant seront utilisé pour le développement de la société civile azérie et environ 17.857 142 ¢ seront dépensés pour l'assistance humanitaire (« *les réfugiés réclament de l'aide aujourd'hui* »¹²) et pour l'amélioration du système de sécurité et le développement technique qui peuvent être considérés comme les priorités de l'Ambassade américaine. Ce fait différencie l'USAID d'un autre grand programme d'aide, tel que le GTZ.

B. Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit.

Le programme GTZ (la Coopération Technique Allemande) est une unité du Ministère de Développement Economique Extérieur de la République Fédérale d'Allemagne. Le GTZ est financièrement aussi soutenu par la Banque Allemande de Développement. Il fonctionne en Azerbaïdjan depuis l'indépendance de ce pays en 1991. Ce programme, contrairement à l'USAID, travaille prioritairement avec l'Etat puisque c'est une aide directe allouée par le gouvernement allemand au gouvernement azéri. Le fonctionnement de ce programme présente un intérêt du fait de l'implication minimale des ONG dans ses projets. En effet, ces dernières y participent seulement suite à un accord des autorités gouvernementales.

Les domaines d'activité de ce programme sont aussi divers que ceux de l'USAID. Il couvre presque tous les domaines de la vie sociale et économique dans le pays. Il a des

⁹ De l'entretien avec Zaur Dadashev, Assistant Administratif de l'Eurasia Foundation. Bakou, le 29 avril 2003.

¹⁰ L'entretien avec Barat Azizov, Responsable du Programme 'La Société Civile' aux CRS. Bakou, le 6 juin 2003.

¹¹ De l'entretien avec Jusif Valiyev, Spécialiste des Programmes 'Démocratisation' et 'Management' de l'USAID. Bakou, le 23 mai 2003.

¹² Idem.

branches dans les secteurs agricole, bancaire, juridique, de la santé ou du journalisme. Néanmoins, les plus larges activités de ce programme en Azerbaïdjan concernent la réforme judiciaire ainsi que la lutte contre la tuberculose.

Le GTZ propose l'expertise des projets de lois azéries pour qu'ils soient conformes aux standards européens. Pour cela, il existe une forte collaboration entre les experts du GTZ, le Milli Mejlis, le Ministère de la Justice et l'Appareil du président. Depuis le début de son activité, cette branche du GTZ a aidé à mettre au point les projets de lois relatifs aux domaines de la santé, de l'agriculture, du système bancaire, de la privatisation, etc. Le GTZ s'occupe des réformes juridiques en Azerbaïdjan depuis 1997.

Avec l'adhésion de l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe, ce pays a pris des obligations envers la Communauté européenne. Le GTZ l'aide à remplir ses obligations en améliorant sa législation. Etant plus proche du gouvernement (contrairement à l'ABA CEELI), le GTZ collabore plus étroitement avec lui pour la modification du code civile, de la loi sur les juges et du code administratif. Le soutien du GTZ comprend une collaboration avec des experts européens qui viennent à Bakou pour examiner de nouveaux projets de lois. Les autorités gouvernementales et le Parlement suivent leurs recommandations même leur valeur n'est que consultatif¹³. De même, plusieurs projets de lois ont été modifiés. L'aide du GTZ a une influence solide sur l'évolution de la législation azérie. D'autant plus que cette organisation organise des formations et des consultations pour des représentants judiciaires ou pour les étudiants en droit. Elle forme aussi des experts nationaux, les experts-multiplicateurs qui pourront à l'avenir remplacer des experts occidentaux. Le GTZ essaie aussi de former des journalistes en organisant un « Centre de Droit et des Médias ». Ce centre a pour objectif d'améliorer le niveau de compétences des journalistes sur les questions juridiques. La branche juridique du GTZ s'occupe également de la réforme des lois relatives au domaine de la santé, notamment de la tuberculose.

Ce qui distingue le GTZ de l'USAID, c'est son programme de lutte contre la tuberculose. En prenant en considération DOTS, la stratégie recommandée par l'OMC, le Ministère de la Santé de l'Azerbaïdjan tente d'arrêter la propagation de la maladie à son premier stade d'autant plus que le traitement ne dure que 9 mois et que son coût revient de 35 ₼ à 45 ₼. En 2001, la version pilote de DOTS a été réalisée dans les 19 régions du pays et des médicaments ont été distribués gratuitement. Le Ministère s'est engagé à former le corps médical pour rendre la stratégie plus efficace. Les résultats sont positifs et GTZ encourage le Ministère de la Santé à élargir la zone de l'activité. Ainsi, pour l'année 2004 les partenaires prévoient d'ajouter encore 23 régions aux 19 premières. Et pour l'année 2005, ils prévoient d'appliquer la stratégie du DOTS sur le territoire entier de l'Azerbaïdjan. Il faut noter que les médicaments utilisés par le programme resteront gratuits pour les malades (ils seront payer par des prestataires allemands)¹⁴. Parallèlement, le GTZ élabore un autre projet qui entrera en vigueur dans les deux années à venir. Ce projet prévoit des réformes juridiques pour améliorer la situation des malades de la tuberculose dans les prisons.

De cette façon, les deux programmes représentés utilisent des méthodes différentes pour instaurer une réelle démocratie en Azerbaïdjan. De même, nous avons deux types d'interaction : l'USAID-société civile, représentée par des ONG locales et le GTZ-gouvernement. Dans ces interactions les programmes ne s'isolent pas. Tout au contraire, ils maintiennent la coopération, l'échange des idées et l'entraide. De même, les PVO américaines prêtent leur assistance au GTZ et vice versa. Ils organisent ensemble des manifestations tels des colloques et des conférences. Ils se prêtent mutuellement assistance dans des activités telles que la formation des autorités publiques.

Par ailleurs, les échanges ne se produisent pas uniquement entre ces deux acteurs. Environ toutes les six semaines les représentants des ambassades, des ONG internationales et des organisations internationales ainsi que des représentants des autorités gouvernementales se réunissent pour partager leurs résultats et définir des domaines d'action pour l'avenir.

¹³ L'entretien avec Rashad Huseynov, Administrateur du Programme 'soutien des Réformes Judiciaires en Azerbaïdjan' du GTZ. Bakou, le 6 juillet 2003.

¹⁴ L'entretien avec Ogtay Gozalov, Coordinateur du Programme contre la tuberculose du GTZ. Bakou, le 15 mai 2003.

II §. La dimension solidaire dans les projets des ambassades et dans l'action humanitaire.

Après les Etats-Unis et l'Allemagne, ce sont les Ambassades de Royaume-Uni et l'Ambassade de Norvège qui détiennent la palme de la solidarité pour la démocratie.

A. L'assistance de l'Ambassade de Royaume-Unis.

Pour la Grande Bretagne, la solidarité commence par la résolution du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Pour cela l'ambassade britannique collabore avec des ONG internationales ou locales et avec des organisations internationales. Ensemble, ils essaient de changer la perception du conflit par les parties opposées. L'agence de l'aide du gouvernement britannique¹⁵ attribue environ 2.839295,9 € chaque année pour l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans ces pays ainsi que pour la transformation de la perception du conflit. Par ailleurs, l'aide proprement destinée à l'Azerbaïdjan constitue 26.973,3 € de 170.357751 € distribués chaque année par le Fond anglais des Opportunités Globales¹⁶. Par ailleurs, l'Ambassade du Royaume-Uni octroie à ce pays 78.080,66 € par an par l'intermédiaire du Programme des Petites Subventions (Small Grants Program)¹⁷.

L'argent du programme est essentiellement destiné aux réformes judiciaires, économiques, au renforcement de la sécurité dans la région, à la consolidation des droits de l'homme dans le pays et à la lutte contre la corruption. Les partenaires principaux du programme sont :

-les ONG internationales Transparence Azerbaïdjan (qui lutte contre la corruption), ISAR-Azerbaïdjan¹⁸, Oxfam et Mercy Corps (pour des problèmes de l'environnement), IFES pour les questions des élections ;

-les organisations locales comme la Fondation Azerbaïdjanaise pour le Développement de la Démocratie et des Droits de l'Homme, HAYAT qui s'occupe des réfugiés, UMID YERI qui travaille avec les enfants de la rue.

Il faut dire que l'Ambassade Britannique alloue de 17% à 18% de son budget annuel aux programmes de l'ONU en Azerbaïdjan tel que le PNUD. L'Ambassade de Royaume-Unis offre son soutien financier aux autres Ambassades, telles que l'ambassade de Norvège, qui seul, ne peut pas subventionner un projet coûteux.

B. Le soutien de l'Ambassade de Norvège.

En ce qui concerne l'aide des Norvégiens, il faut dire qu'ils essaient d'améliorer les conditions de vie dans le pays avec des changements effectués au niveau social. Grâce aux subventions qui viennent du Ministère des Affaires Extérieures de Norvège (soit plus de 13.392,857 € par an) et aux fonds propres de l'Ambassade, les Norvégiens collaborent avec des ONG locales pour les projets qui « *doivent être utile à la société* »¹⁹. Dans leur travail les représentants de l'Ambassade se rendent souvent sur le « *chantier* » pour constater ce qui a été réalisé. L'Ambassade investit beaucoup dans la réhabilitation des régions, collaborent avec des municipalités régionales pour l'amélioration de l'infrastructure locale. En quelques sortes, la Norvège essaie d'appliquer son système de fonctionnement des autorités publiques ainsi que son système de la sécurité maritime à l'Azerbaïdjan. Cela concerne surtout les gisements pétroliers et l'oléoduc. Dans le domaine de l'éducation, la Norvège travaille avec des établissements d'enseignement supérieur dans le but d'augmenter le niveau d'enseignement dans les universités. L'Ambassade s'occupe aussi des questions de droits de l'Homme en Azerbaïdjan en aidant des ONG locales dans leurs démarches. Elle promeut

¹⁵ United Kingdom Government Aid Agency.

¹⁶ Global Opportunities Fund.

¹⁷ L'entretien avec Son Melburn, Responsable du Programme des Petites Subventions de l'Ambassade de Royaume-Uni. Bakou, le 6 juin 2003.

¹⁸ C'est une des PVO qui jusqu'à l'année dernière travaillait pour le programme USAID. En 2003 elle n'a pas obtenu la subvention du programme et en conséquence ne représente plus USAID mais continue son activité en Azerbaïdjan.

¹⁹ De l'entretien avec Solveig Rossebø, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Royaume de Norvège. Bakou, le 6 août 2003.

aussi le mouvement des femmes en soutenant leurs projets. Il est intéressant de noter que la plupart des projets des femmes porte un caractère humanitaire. De même, le Groupe d'initiative des Femmes (Women Initiative Group) s'occupe de la santé des réfugiés et de IDP²⁰ à Sumgait²¹. L'Ambassade elle-même participe aux programmes qui visent à l'assistance aux réfugiés et à la population vulnérable. La question humanitaire est une des priorités de l'Ambassade de Norvège. Dans ce domaine, les Norvégiens sont aussi représentés par le Conseil Norvégien des Réfugiés qui, en étroite collaboration avec des autres ONG internationales, travaille pour l'amélioration de la situation des réfugiés en Azerbaïdjan.

C. La solidarité humanitaire.

Depuis le début du conflit, l'Azerbaïdjan a plus d'un million des réfugiées et de personnes déplacées. Leur situation sociale et économique est restée longtemps désastreuse. Les ONG humanitaires comme Médecins du Monde, le Comité International de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, de Croissant Rouge d'Azerbaïdjan, le Conseil Norvégien des Réfugiés, le Conseil Danois des Réfugiés, Oxfam, le Comité International des Réfugiés ont créé un réseau d'aide et de soutien à cette couche sociale.

En plus de la distribution gratuite de l'aide médicale, les organisations non gouvernementales mettent en place encore un autre projet qui a pour objectif le changement de statut des réfugiés et des personnes déplacées, tout en jouant la carte de la solidarité et de l'entraide mutuelle. Il y a trois principales ONG qui mettent en route ce type de programme : le Conseil Norvégien des Réfugiés, le Conseil Danois des Réfugiés (DRC), Oxfam²².

L'objectif de ce projet est de donner un micro-crédit (de 893 ₼ à 3.572 ₼) comme capital de base à un groupe de réfugiés de 6 à 10 personnes. Ce crédit est utilisable par chaque membre du groupe pour ses besoins et il doit être rendu dans un délai bien déterminé. De plus, le DRC, par exemple, insiste pour que l'argent soit remboursé avec 1% d'intérêt. Cela permet d'utiliser ultérieurement l'argent réuni, pour les besoins de la communauté. Ce mécanisme donne la possibilité à chacun des membres du groupe de commencer sa propre entreprise, changer de son statut social tout en respectant leurs obligations envers leurs compagnons. Ainsi, les responsabilités, le contrôle de l'utilisation de l'argent sont toujours confiées à ceux qui l'utilisent. Le NRC, le DRC et l'Oxfam ne surveillent que le bon fonctionnement de la chaîne. En conséquence, chacun se considère comme faisant partie de la communauté et non comme un individu seul. De plus, ils ont une chance pour que leur communauté se développe dans son ensemble. Dans 98% des utilisations de ce système, les résultats sont positifs, ce qui encourage les ONG concernées à continuer d'appliquer cette méthode.

A côté de ce système de micro-crédit, DRC, NRC et Oxfam travaillent aussi sur la reconstruction des régions. L'amélioration des infrastructures, la rénovation des anciens bâtiments, la construction de nouvelles structures est une aide concrète que ces ONG apportent à la population défavorisée en Azerbaïdjan. En définitive, c'est une assistance directe qui oblige des acteurs intéressés à prendre conscience de leur appartenance à un groupe et qui les oblige à travailler pour améliorer leurs conditions de vie. Il ne faut pas oublier que chacune de ces ONG a un budget stable de la part de leurs donateurs. Si Oxfam bénéficie de 16071,429 ₼ par mois, issus des donations privées ou des subventions de l'Union Européenne, le DRC est soutenu par DANIDA (Danish Department for Assistance) pour un montant de 1.345949,4 ₼ / 3 ans pour son activité en Azerbaïdjan. En ce qui concerne le NRC, il fonctionne grâce aux subventions de Statoil et du Ministère des Affaires Etrangères de Norvège.

²⁰ Internally Displaced Persons.

²¹ La ville industrielle à proximité de Bakou.

²² D'après les entretiens avec Sevinj Musayeva, Service d'Information d'Oxfam (Bakou, le 30 mai 2003), Yalcin Akhundov, Responsable du Programme Réhabilitation du NRC (Bakou, le 5 juin 2003), Pernille Kirknaes, Directeur du DRC en Azerbaïdjan (Bakou, le 17 juin 2003).

Conclusion.

La coopération de différents acteurs pour le développement d'Azerbaïdjan se représente une chaîne d'entraide mutuelle. Des actions solidaires des partenaires internationaux montrent que nous vivons dans une société mondialisée. C'est au travers de la mondialisation²³ que les valeurs démocratiques se répandent dans le monde. Une culture globale, une société civile mondiale comprennent des relations sociales et cherchent à consolider les interactions entre les acteurs sociaux au delà des frontières nationales. La solidarité en Azerbaïdjan prend la forme de l'interdépendance continue. L'objectif principal de cette interdépendance est d'aider l'Azerbaïdjan à devenir un Etat de droit. Ainsi, un sentiment d'être lié à d'autres par des responsabilités et des intérêts communs s'instaure dans ce pays. Les représentants nationaux se sentent encouragés à continuer leur travail dans la direction de la démocratisation du pays. Car qu'ils ont confiance dans la solidarité transnationale qui se manifeste à travers des actions de leurs partenaires occidentaux. Ils tiennent à cette solidarité que ni les frontières ni la temporalité ne maintiennent plus à distance.

Bibliographie indicative.

BEIGDBEGER Yves, « Le rôle international des organisations non gouvernementales », Paris, L.G.D.J., 1992, 195 p.

BURNELL Peter, eds., "International Co-operation for Democratization", London, Frank Cass, 2000, 376 p.

Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations non gouvernementales créée par le Comité de Ministres du Conseil de l'Europe le 24/10/1985.

GRUGEL Jean, "Democratization. A Critical Introduction", London, Palgrave, 2002, 272 p.

HUNTINGTON Samuel, "Democracy's Third Wave", in DIAMOND Larry and PLATTNER Marc F., "The Global Resurgence of Democracy", Baltimore, John Hopkins University Press, 1996, 394 p.

IFES, "Demokratiya bu gün" ["La démocratie aujourd'hui"], Bulletin, N3, février 2003, 24 p.

Le Rapport Annuel d'Oxfam 2002/2003, Bakou, novembre 2002, 7 p.

Norwegian Refugee Council, "Policy Paper", June 2002, 11 p.

Sources électroniques :

<http://resources.net.az>

www.azerweb.com

http://www.usaid.org.ge/a_stratplan.html

²³ HUNTINGTON Samuel, "Democracy's Third Wave", in DIAMOND Larry and PLATTNER Marc F., "The Global Resurgence of Democracy", Baltimore, John Hopkins University Press, 1996.